

ANALYSE 2012

Le pétrole réveille les appétits des voisins de la Somalie



Publiée avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Le pétrole réveille les appétits des voisins de la Somalie

Les voisins de la Somalie tels que l'Éthiopie, Djibouti et le Kenya l'ont toujours considéré comme une menace potentielle. En effet, depuis son indépendance, l'État somalien n'a jamais caché ses velléités d'agrandissements depuis l'annexion de l'ancienne Somalie britannique connue aujourd'hui sous le nom de Somaliland.

Tous les gouvernements qui se sont succédés à Mogadiscio jusqu'à la chute du dictateur Mohammed Siyad Barreh en 1991 ont exprimé leur ardent désir de rattacher à la Somalie tous les territoires où habitaient les somaliens.

C'est le projet du pansomalisme symbolisé sur le drapeau national somalien par les 5 branches d'une étoile rappelant les 5 territoires somaliens : le Somaliland, l'ancienne Somalie italienne, le Sud de Djibouti, l'Ogaden (annexé par l'Éthiopie en 1948 et théâtre de plusieurs guerres sporadiques entre les deux pays jusqu'en 1988) et le nord-est du Kenya à grande majorité somalie.

Le pétrole réveille les rivalités

L'instabilité profonde dans laquelle se retrouve ce pays offre du répit à ses voisins qui gardent un œil constant sur l'évolution de sa situation. Cependant, l'instabilité s'est révélée être un enjeu économique favorable pour les 3 pays.

Les différents conflits armés entre le Nord et le Sud du Soudan et les prémices laissant envisager une scission de ce territoire constituaient une aubaine pour les voisins de la Somalie. En effet, le Soudan du Sud regorge de pétrole mais se trouve être un pays enclavé. Il a besoin d'une façade maritime pour l'exportation de son pétrole que ne lui offrirait pas ou du moins à des conditions désavantageuses le frère ennemi du Nord. Pour l'utilisation des pipelines situés en territoire nord-soudanais, le régime de Khartoum demande ainsi une rente de 36 dollars le baril alors que Juba n'est prêt à en mettre que 0,7. Ainsi, pour mener son activité, la jeune république a décidé de se tourner vers ses nouveaux voisins, qui se sont montrés très intéressés et prêts à lui ouvrir toutes les portes.

De nombreux éléments de leurs stratégies respectives sont expliqués par la présence de ce pétrole que chacun s'arrache.

Les Kenyans avancent leurs pions

En octobre 2011, le Kenya lançait une opération militaire baptisée "Linda Chi" dans le Sud de la Somalie officiellement pour combattre les Shebabs. Ces derniers étaient accusés d'avoir commis plusieurs attentats et d'être à l'origine des enlèvements de plusieurs touristes au Kenya. Mais officieusement le but de Nairobi est de créer une région semi-autonome dans le sud somalien. Cette région serait ainsi « confiée » à un allié de poids qui saura défendre les intérêts économiques du Kenya.

D'après des câbles diplomatiques dévoilés par Wikileaks, le Kenya disposait de plans d'offensives depuis au moins 2010. Il s'agissait donc d'un plan militaire qui avait été décidé

depuis longtemps dans le cadre de la stratégie régionale des autorités kenyanes. Il bénéficiait de la bénédiction américaine pour mener leur opération en Somalie.

L'autonomie du sud somalien souhaitée par le Kenya revêt ainsi plusieurs avantages :

- une instabilité supplémentaire de la Somalie qui menaçait de reprendre le nord est kenyan ;
- désengorger cette région du Kenya peuplée de réfugiés somaliens qui avaient fui la guerre. Ils regagneront ainsi leurs pays qui seraient ainsi sécurisés par les forces kenyanes ;
- prendre le contrôle du port de Kismaayo qui est le plus important port du Sud de la Somalie et qui constitue la principale source financière des Shebabs ;
- mener à bien ses projets d'infrastructures au profit du Soudan du Sud. Le Kenya s'est lancé dans un gigantesque projet portuaire, ferroviaire et surtout pétrolier. Une raffinerie est également envisagée. Le gouvernement sud-soudanais a signé dans la foulée un protocole d'entente avec le Kenya pour construire dans les plus brefs délais un oléoduc de 1.700 km à Lamu qui ne se trouve qu'à 280 km de Kismaayo en Somalie. La sécurisation de cette région somalienne est donc primordiale pour Nairobi en vue de développer ses activités portuaires.

L'Éthiopie en chef de file

Mais l'Éthiopie n'entend pas de cette oreille la création d'une région autonome dans le Sud de la Somalie. La population somalienne et les leaders sur lesquels comptent s'appuyer le Kenya pour contrôler cette zone sont issus du clan Darod, majoritaires dans l'Ogaden (annexé par l'Éthiopie) et qui sont farouchement anti éthiopiens. Addis-Abeba ne souhaite pas et ne tolèrera aucun risque de soulèvements qui pourraient l'engager dans un conflit.

D'autre part, Djibouti ayant vocation à devenir un hub économique régional en servant de point de ravitaillement à tous les pays enclavés de la région a signé un accord tripartite avec les gouvernements sud-soudanais et éthiopien. Cette convention stipule une inter-connectivité des réseaux de télécommunications, des oléoducs pétroliers, des infrastructures aussi bien ferroviaires, routières que maritimes et des zones franches reliant les trois États. De par sa position géostratégique et ses stations d'atterrissages de plusieurs câbles sous marins de télécommunications, Djibouti qui sert de nœud d'interconnexions en la matière, au niveau régional mais aussi continental, offrira ses services à ce jeune pays dénué d'infrastructures de télécommunications.

L'Éthiopie constitue le meilleur ennemi de la Somalie dans la région. Ces deux États ont toujours entretenu des rapports conflictuels à cause de la guerre de l'Ogaden. Cette région majoritairement peuplée de Somaliens avait été annexée dans les années 40' par l'Éthiopie. Suite à l'indépendance de la Somalie et à la naissance de l'idée de faire des territoires peuplés par les somalis « terra irredenta », de nombreux conflits armés ont eu lieu entre ces deux pays. Ce territoire s'est retrouvé tour à tour sous le contrôle des deux belligérants en fonction de la mouvance géopolitique du moment et du soutien que leurs accordaient les deux puissances (URSS et USA) durant la guerre froide.

Depuis la guerre de l'Ogaden, l'Éthiopie a toujours soutenu les mouvements rebelles qui s'opposaient au pouvoir central somalien à commencer par le soutien accordé au Mouvement National Somalien qui a émergé au nord de la Somalie peuplée d'Issak. C'est la région

connue actuellement sous le nom de Somaliland. Plus récemment, l'Éthiopie (avec les USA) soutenait - et soutient toujours - le Gouvernement Fédéral de Transition (GFT) qui n'a aucune légitimité réelle aux yeux des Somaliens. Le GFT ne contrôle qu'une portion de la capitale Mogadiscio et leur président le Sheikh Sharif Ahmed passe le plus clair de son temps entre le Kenya et Djibouti car sa sécurité n'est pas assurée dans le pays qu'il gouverne. Ainsi, l'Éthiopie préfère avoir un GFT avec qui elle peut coopérer plutôt que l'union des tribunaux islamiques qui souhaite récupérer la région de l'Ogaden. Dans la même optique, les Américains préfèrent traiter avec des modérés (GFT) plutôt qu'avec des antis-occidentaux avec lesquels tout dialogue est impossible.

Le rôle de l'Érythrée

D'autre part, la Somalie constitue également un territoire où une lutte d'influence est engagée entre les frères ennemis éthiopiens et érythréens qui sont en guerre. L'Érythrée d'Issayas Afeworki arme et entraîne les Shebabs qui luttent contre les Éthiopiens. Elle souhaite voir l'armée éthiopienne (l'une des mieux équipées et entraînées du continent) affaiblie par les attaques des Shebabs.

Mais un affaiblissement de l'Éthiopie n'est pas à l'ordre du jour car cette dernière contribue et persiste à créer un chaos en Somalie où aucun signe d'amélioration n'est visible. En atteste encore une fois la dernière intervention conjointe du Kenya et de l'Éthiopie depuis fin 2011 pour contrer les Shebabs. Ils ont violé la résolution des Nations Unies qui prévoyait des actions menées que par l'AMISOM et interdisant à tous pays frontaliers d'intervenir militairement en Somalie. Mais ces pays ont reçu le soutien des occidentaux pour mener leurs opérations.

Les soldats de l'AMISOM

La Mission de l'Union Africaine en Somalie (AMISOM) a été lancée par le Conseil de Paix et Sécurité de l'Union Africaine avec l'accord des Nations Unies le 19 Janvier 2007. La période initiale de 6 mois a été prolongée à plusieurs reprises. La dernière Résolution 2010 du 30 Septembre 2011 du Conseil de Sécurité des Nations Unies a autorisé la prolongation d'AMISOM jusqu'au 30 Octobre 2012.

Le mandat d'AMISOM est de fournir un soutien aux Institutions Fédérales Transitoires, de sécuriser les infrastructures clés, de soutenir le Plan National de Sécurité et de Stabilisation et de contribuer à l'acheminement de l'aide humanitaire.

10 000 soldats burundais et ougandais sont actuellement déployés au sein de l'AMISOM sur un total de 17 731 autorisé. Un contingent de 800 soldats Djiboutiens les a rejoints en 2011. Cette mission est soutenue financièrement par l'UE qui y a injecté plus de 325 millions d'euros depuis sa création, ce qui en fait le principal contributeur...

Jusqu'ici, l'intervention de l'Amisom est considérée comme un échec en raison d'un certain nombre de défis qu'elle n'a su relever, au premier rang desquels figurent l'absence d'un processus de paix et d'une force équipée et compétente pour soutenir la mission d'une part, et les faiblesses d'un mandat jugé inapproprié pour faire face aux insurrections d'autre part.

Ses opérations ressemblent fortement à celles menées en Iraq et surtout en Afghanistan où les forces de l'OTAN luttent contre les Talibans depuis plus d'une décennie sans succès. La

situation en Afghanistan n'a pas évolué d'un iota et ce pays souffre toujours des mêmes causes qui ont amené les américains à intervenir. Avec un grain d'optimisme pour voir la Somalie chassée de ses démons grâce à l'intervention d'AMISOM, il faudra élaborer un véritable processus de paix qui constituera le préalable à tout signe d'amélioration.

Le choix du statu quo

En tout état de cause, personne n'a intérêt à voir l'État somalien se relever de ses cendres. Pour le moment, tous les voisins de la Somalie profitent de la situation et n'hésitent pas à intervenir militairement si le besoin s'en fait ressentir.

La Commission géopolitique
de Pax Christi Wallonie-Bruxelles
Septembre 2012